

Volet B

**Copie à publier aux annexes au Moniteur belge
après dépôt de l'acte au greffe**

Réservé
au
Moniteur
belge

19318478



Déposé
21-05-2019

Greffe

Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad - 23/05/2019 - Annexes du Moniteur belge

N° d'entreprise : 0726960560

Nom

(en entier) : **SAMARITAINE - maison de soutien**

(en abrégé) :

Forme légale : Association sans but lucratif

Adresse complète du siège Rue sous l'Eau 47
: 4020 Liège

Objet de l'acte : CONSTITUTION

SAMARITAINE – maison de soutien

Association sans but lucratif

Siège social à 4020 Liège, Rue Sous l'Eau, 47

CONSTITUTION – DESIGNATION DES ADMINISTRATEURS

Le 15 mai 2019, les soussignés :

1. Monsieur **van EEUWIJK Antonie**, Wilhelmus, Johannes, né aux Pays-Bas, à Eindhoven, le 3 novembre 1950, de nationalité néerlandaise, divorcé, n'ayant pas fait de déclaration de cohabitation légale, domicilié à 4020 Liège, rue Sous l'Eau, 45/0021 ; numéro de registre national : (on omet).
2. Monsieur **DAEMS Julianus**, Franciscus, Gerebernus, né à Geel, le 20 décembre 1937, de nationalité belge, époux de Madame LAENEN Marie Josée, domicilié à 4020 Liège, rue Sous l'Eau, 45/0031 ; numéro de registre national : (on omet).
3. Monsieur **AKHYAD Mohamed**, né à Beni Sidel (Maroc) , le 14 novembre 1956, de nationalité belge, célibataire, n'ayant pas fait de déclaration de cohabitation légale, domicilié à 4100 Seraing, rue des Six Bonniers, 73 ; numéro de registre national : (on omet).
4. Monsieur **DE BIEVRE Paul** Victor, né à Anvers le 18 juillet 1953, de nationalité belge, divorcé, n'ayant pas fait de déclaration de cohabitation légale, domicilié à 4620 Fléron, Avenue des Martyrs, 224 ; numéro de registre national : (on omet).

Sont convenus de constituer entre eux une association sans but lucratif conformément au Code des sociétés et des associations, dont ils ont arrêté comme suit le texte des statuts :

TITRE I. DENOMINATION SIEGE SOCIAL DUREE.

Article 1.

L'association sans but lucratif est dénommée « **SAMARITAINE – maison de soutien** ».

Tous les actes, fac-tures, annonces, publications et autres pièces, site internet, adresse électronique éma-nant de l'association devront mention-ner sa dénomi-nation sociale, immé-diatement précédée ou suivie de la mention de la forme de l'association et de l'indication précise du siège so-cial.

Article 2.

Le siège de l'association est établi en Région wallonne, dans le lieu que les fondateurs auront fixé dans les dispositions transitoires. L'assemblée ou le conseil pourra transférer le siège dans la même Région par simple décision à publier aux annexes du Moniteur belge.

L'association peut également établir, par simple décision de son con-seil d'administra-tion, tous sièges administratifs et/ou d'ac-tivités et ce tant en Belgique qu'à l'étran-ger.

Article 3.

L'association est constituée pour une durée illimi-tée.

Mentionner sur la dernière page du Volet B :

Au recto : Nom et qualité du notaire instrumentant ou de la personne ou des personnes ayant pouvoir de représenter la personne morale à l'égard des tiers

Au verso : Nom et signature (pas applicable aux actes de type "Mention").

Elle peut en tout temps être dissoute.

TITRE II. BUT - OBJET.

Article 4.

L'association a pour but la récréation et/ou le resserrement des liens sociaux par l'amélioration des conditions de vie des familles et la lutte contre la pauvreté, par la promotion de la création et la diffusion artistique et par la promotion de la pratique sportive et le soutien aux clubs sportifs de la région.

Pour atteindre ce but, l'association récoltera des meubles, objets, matériels et matériaux qu'elle mettra en valeur, échangera, revendra, reconditionnera ou transformera.

Elle pourra accomplir tous les actes qui se rapportent directement ou indirectement à son but et/ou à son objet. Elle pourra prêter son concours et s'intéresser à toute autre association qui poursuit le même but ou exerce une activité similaire.

L'exclusion de tout esprit de lucre dans le chef des associés et administrateurs n'empêchera pas l'association de rechercher les moyens matériels qui sont indispensables à son fonctionnement et à la mise en œuvre de son but.

TITRE III. MEMBRES.

Article 5.

L'association compte au moins trois membres effectifs.

A la constitution de l'association, celle-ci compte pour fondateurs les personnes suivantes :

Monsieur van EEUWIJK Antonie, Wilhelmus, Johannes, né aux Pays-Bas, à Eindhoven, le 3

novembre 1950, de nationalité néerlandaise, domicilié à 4020 Liège, rue Sous l'Eau, 45/0021 ;

Monsieur DAEMS Julianus, Franciscus, Gerebernus, né à Geel, le 20 décembre 1937, de nationalité belge, domicilié à 4020 Liège, rue Sous l'Eau, 45/0031 ;

Monsieur AKHYAD Mohamed, né à Beni Sidel (Maroc), le 14 novembre 1956, de nationalité belge, domicilié à 4100 Seraing, rue des Six Bonniers, 73 ;

Monsieur DE BIEVRE Paul Victor, né à Anvers le 18 juillet 1953, de nationalité belge, domicilié à 4620 Fléron, Avenue des Martyrs, 224.

Article 6.

Les membres effectifs sont les suivants :

1) les fondateurs de l'association qui n'ont pas quitté l'association ; ainsi que

2) toute personne agréée par le conseil d'administration en cette qualité, parce que par sa notoriété, sa qualité ou ses compétences, elle est jugée en mesure d'aider l'association dans la poursuite de son but social.

Toute personne qui désire être membre effectif doit adresser sa candidature par écrit au conseil d'administration. Le conseil d'administration examine chaque candidature dans les 60 jours qui suivent la date de son envoi. La décision du conseil est souveraine, sans appel et ne doit pas être motivée. Elle est portée à la connaissance du candidat par lettre missive. Le candidat non admis ne peut se représenter qu'une année après la date de la décision du conseil.

Article 7.

Tout membre effectif est libre de se retirer de l'association en adressant par écrit sa démission au conseil d'administration.

Est réputé démissionnaire, le membre effectif qui n'aura pas payé sa cotisation dans le mois du rappel qui lui aura été adressé par lettre recommandée à la poste ou qui ne satisfait plus aux conditions statutaires d'admission.

L'exclusion d'un membre effectif ne peut être prononcée que par l'assemblée générale qui statue dans le respect des règles légales. Le conseil d'administration peut suspendre jusqu'à décision de l'assemblée générale tout membre effectif qui aurait enfreint gravement le règlement d'ordre intérieur, les statuts ou la loi, ou dont l'inconduite serait propre à porter préjudice à l'association.

Au préalable, le membre dont l'exclusion est proposée est convoqué par le conseil à qui il est invité à fournir des explications sur les faits qui fondent la mesure envisagée. Lorsque le conseil décide néanmoins de mettre l'exclusion du membre à l'ordre du jour d'une réunion, il doit indiquer dans la convocation les motifs qui justifient la demande d'exclusion. L'intéressé est autorisé à présenter sa défense à l'assemblée. La décision doit être motivée.

Toute démission ou exclusion ayant pour effet de réduire le nombre de membres en dessous du minimum légal ou statutaire est suspendue jusqu'à l'admission d'un nouveau candidat.

La qualité de membre effectif se perd également par le décès ou toutes situations ayant pour objet ou pour effet de priver l'intéressé de sa capacité juridique ou matérielle de manifester sa volonté à l'

assemblée générale. Seront tenues pour telles situations dans le chef d'une personne morale membre de l'association, la dissolution, la fusion, la scission, la nullité, la faillite, ainsi que toute situation de blocage dans le fonctionnement des organes sociaux de cette personne morale.

Article 8.

L'ex-membre effectif démissionnaire, suspendu ou exclu, ainsi que les héritiers ou ayants droit du membre effectif décédé, n'ont aucun droit sur le fonds social.

Ils ne peuvent réclamer ou requérir, ni relevé, ni reddition de comptes, ni apposition de scellés, ni inventaires. Ils sont redevables de toutes sommes que leur auteur, membre de l'association, devait à celle-ci, en ce compris la cotisation afférente à l'exercice social en cours.

Article 9.

Les membres effectifs payent une cotisation annuelle. Le montant de cette cotisation est fixé par le conseil d'administration. Elle ne pourra être supérieure à 100 euros

Le montant maximum est susceptible d'être adapté par le conseil compte tenu de l'évolution des prix à la consommation, sans jamais pouvoir dépasser l'indexation en vigueur pour les baux (art. 1728bis du Code civil), où la cotisation de base est celle qui apparaît ci-avant, où l'index de base est celui du mois qui précède celui au cours duquel le présent texte a été signé, soit le 15/05/2019 et où l'index nouveau est celui du mois d'avril qui précède l'indexation, étant entendu qu'aucune indexation ne pourra être appliquée à l'issue de la 1ère année.

TITRE IV. ASSEMBLEE GENERALE.

Article 10.

L'assemblée générale est composée de tous les membres effectifs. Elle est l'organe souverain de l'association. Elle possède les pouvoirs qui lui sont expressément reconnus par la loi, les présents statuts et le règlement d'ordre intérieur.

Elle a pour compétences :

- Les modifications aux statuts sociaux ;
- La nomination et la révocation des administrateurs et des commissaires éventuels ;
- La décharge à accorder à ceux-ci et ceux-là ou la décision d'intenter une action en responsabilité, au nom de l'association, à l'encontre de l'un ou l'autre de ces mandataires ;
- L'approbation des budgets et des comptes ;
- L'exclusion d'un membre effectif ;
- La transformation de l'association ;
- La réalisation ou l'acceptation d'un apport (gratuit) d'universalité ;
- La dissolution volontaire de l'association ;
- L'affectation de l'actif net résultant de la dissolution de l'association.

Article 11.

L'assemblée générale se réunit chaque année le 15 mai à 18 heures au siège social ou à tout autre endroit à désigner dans les avis de convocation. Si ce jour est férié, l'assemblée se réunit le premier jour ouvrable suivant à la même heure. L'assemblée annuelle a en principe pour objet le rapport de gestion, l'approbation des comptes de l'exercice écoulé et du budget de l'exercice en cours, la décharge des administrateurs et, au besoin, le renouvellement des mandats d'administrateur.

L'assemblée générale peut également être réunie à tout autre moment par décision du conseil d'administration. Elle doit être réunie dans les cas prévus aux statuts, et à la demande d'un cinquième des membres effectifs au moins.

Tous les membres effectifs doivent être convoqués. Chaque réunion se tient au jour, heure et lieu mentionnés dans les convocations.

Article 12.

L'assemblée générale est convoquée par le conseil d'administration, ou pour ce dernier par le président ou le secrétaire, au moyen de lettres ordinaires, cartes postales, télécopies ou courriels, moyennant accusé de réception, adressés à chacun des membres effectifs au moins huit jours à l'avance.

L'ordre du jour précis est mentionné dans la convocation.

Toute proposition signée par un nombre de membre égal au vingtième de la liste annuelle, doit être portée à l'ordre du jour.

Article 13.

Mentionner sur la dernière page du Volet B :

Au recto : Nom et qualité du notaire instrumentant ou de la personne ou des personnes ayant pouvoir de représenter la personne morale à l'égard des tiers

Au verso : Nom et signature (pas applicable aux actes de type "Mention").

Chaque membre effectif a le droit d'assister à l'assemblée ou de se faire représenter par un mandataire. Celui-ci doit être membre effectif de l'association. Un membre effectif présent ne peut être porteur que d'une seule procuration.

Lors de toute assemblée générale, une liste de présence indiquant le nom des membres présents est signée par chacun d'eux ou par leur mandataire en regard de leur nom avant d'entrer en séance. La liste indique le nom du mandataire.

L'assemblée est présidée par le président du conseil d'administration ou à son défaut par l'administrateur présent le plus ancien. Il désigne le secrétaire parmi les personnes présentes et l'assemblée choisit au besoin un ou deux scrutateurs. La fonction de secrétaire peut être exercée par le président lui-même. Ces personnes forment avec les autres administrateurs présents le bureau de l'assemblée. L'assemblée peut décider de se passer de la formalité du bureau si elle ne le juge pas utile.

Tous les membres effectifs ont un droit de vote égal, chacun disposant d'une voix. Seuls les membres en ordre de cotisation peuvent prendre part aux votes.

L'assemblée ne peut délibérer que sur les points mis à l'ordre du jour. Exceptionnellement, dans les cas reconnus d'urgence et/ou de force majeure, l'assemblée peut délibérer valablement sur des points qui ne sont pas mentionnés à son ordre du jour, sauf dans les cas prévus expressément prévus par la loi.

Les résolutions sont arrêtées à la majorité simple des voix présentes ou représentées, sauf dans les cas où il en est décidé autrement par la loi ou les statuts.

En cas de partage des voix, celle du président ou de l'administrateur qui le remplace est prépondérante.

Article 14.

L'assemblée générale ne peut valablement délibérer sur la dissolution de l'association ou la modification des statuts qu'en se conformant aux dispositions légales en la matière.

Article 15.

Les décisions de l'assemblée générale sont consignées dans un registre ou un recueil des procès-verbaux signés par le président et le secrétaire. Ce livre est conservé au siège social ou tous les membres effectifs peuvent en prendre connaissance sans déplacement.

Les copies ou extraits à produire en justice ou ailleurs sont signés par le président du conseil d'administration et par un administrateur. Tout membre et tout tiers justifiant d'un intérêt peut demander de telles copies ou extraits.

Toute modification aux statuts doit être publiée dans le mois de sa date aux annexes du *Moniteur belge*. Il en est de même de toute nomination, démission ou révocation d'administrateur.

TITRE V. ADMINISTRATION.

Article 16.

L'association est administrée par un organe collégial dénommé : conseil d'administration et composé de trois personnes physiques ou morales au moins, dénommées « administrateurs ». Si l'association ne compte que deux membres, elle peut ne désigner que deux administrateurs. Dans ce cas, aucun des administrateurs ne se voit accorder de prépondérance dans les votes.

Ne pourront être administrateurs que les personnes ayant la qualité de membres de l'association. Les administrateurs sont nommés pour une période de trois ans au plus par l'assemblée générale qui peut en tout temps révoquer chacun d'eux *ad nutum*. Les administrateurs sortants qui le désirent sont rééligibles.

Toute personne désireuse de devenir administrateur de l'association présente sa candidature au conseil d'administration, qui examine la recevabilité de cette candidature et décide, selon le cas, de convoquer une assemblée extraordinaire, de mettre le point à l'ordre du jour d'une prochaine assemblée ou d'attendre le prochain départ d'un administrateur pour soumettre la candidature à l'assemblée.

Article 17.

Chaque administrateur participe collégialement à l'exercice des pouvoirs de gestion et de représentation, sans en être investi autrement que comme membre du conseil qui en jouit ou que par l'effet de la délégation de gestion journalière ou de la délégation de représentation générale, ou d'une délégation particulière.

Les administrateurs ne contractent, en raison de leur fonction, aucune obligation personnelle et ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Conformément à l'article 9 :8 du Code, l'administrateur qui a un intérêt personnel de nature patrimoniale à ceux de l'association dans une affaire soumise au conseil ou relevant de sa

compétence doit en informer ses collègues avant la décision du conseil. La déclaration et les explications de l'administrateur sur la nature de cet intérêt opposé figurent au procès-verbal du conseil. Il ne peut prendre part à la délibération.

Article 18.

Si un administrateur venait à démissionner ou à décéder, les administrateurs restants seraient tenus de convoquer dans les plus brefs délais une assemblée générale. Celle-ci devrait obligatoirement se tenir dans le mois qui suit la démission ou le décès.

Un administrateur absent à plus de trois réunions consécutives du conseil, sans motif valable, pourra être présumé démissionnaire.

En cas de révocation d'un administrateur, l'assemblée générale procède immédiatement à son remplacement.

Article 19.

Le conseil désigne parmi ses membres au moins un président, et éventuellement un ou plusieurs vice-présidents, trésoriers et secrétaires. **Le président** préside les réunions et convoque les organes. **Le secrétaire** rédige, tient et conserve les procès-verbaux, il procède aux publications requises et assure la tenue et le dépôt de la liste des membres. **Le trésorier** tient et publie les comptes sociaux, procède aux déclarations à l'impôt et à toutes taxes, et veille au règlement adéquat de toutes questions financières. La fonction de trésorier peut être exercée en même temps que l'une des autres fonctions.

En cas d'empêchement d'une de ces personnes, ses fonctions sont assumées par le plus ancien des autres administrateurs présents, sauf décision contraire à la majorité des administrateurs présents.

Article 20.

Le conseil se réunit sur convocation du président et/ou du secrétaire chaque fois que l'intérêt de l'association l'impose ou qu'un administrateur en fait la demande. Il ne peut statuer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée et seulement sur les points mis à l'ordre du jour, ainsi que ceux que l'urgence requiert de traiter. L'ordre du jour est fixé par le président et comprend tous les points que chaque administrateur aura proposés.

Les décisions collégiales du conseil d'administration sont arrêtées à la majorité absolue des voix ; quand il y a parité de voix, celle du président ou de son remplaçant est prépondérante (sous réserve de l'hypothèse visée à l'article 16, alinéa 1er). Les décisions collégiales du conseil peuvent être remplacées par des décisions exprimées seulement par écrit et souscrites par tous les administrateurs, sauf si la loi ou les statuts l'interdisent.

Les décisions collégiales sont consignées sous forme de procès-verbaux, signés par le président ou son remplaçant et un administrateur. Les décisions unanimes écrites sont datées et certifiées par un administrateur délégué, un délégué à la gestion journalière ou le secrétaire du conseil. Les décisions collégiales et écrites sont inscrites dans un registre ou attachées dans un recueil spécial à leur date.

Les copies ou extraits sont signés par le président ou celui qui le remplace et un administrateur.

Article 21.

Un administrateur absent pourra, par simple lettre, télégramme ou télécopie, courriel ou autre, déléguer ses pouvoirs à un de ses collègues, mais seulement pour un nombre limité de séances ou pour un ou plusieurs objets délimités.

Article 22.

Le mandat des administrateurs est gratuit. L'assemblée générale peut néanmoins allouer aux administrateurs une indemnité à charge des frais généraux sur présentation de justificatifs.

Article 23.

Le conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus pour gérer et administrer l'association, sans préjudice à ce que la loi et les présents statuts réservent à l'assemblée générale.

Article 24.

À tout moment, le conseil peut déléguer la gestion journalière de l'association, avec l'usage de la signature afférente à cette gestion, à une ou plusieurs personnes qui porteront le titre de délégué à la gestion journalière.

Dans cette fonction, le délégué dispose seul en qualité d'organe des pouvoirs que le Code définit sous cette dénomination de gestion journalière, à moins que le conseil ne limite ce pouvoir, notamment en imposant que la signature sociale pour la gestion journalière soit accordée

conjointement à plusieurs délégués conjointement ou en collège.

Le conseil peut retirer ce mandat *ad nutum*. Le mandat se termine aussi par la démission, le décès, le départ et l'incapacité, matérielle ou juridique, de manifester sa volonté.

Il peut charger toute personne de missions ou mandats spéciaux.

Ces prestations sont gratuites, sauf décision contraire du conseil.

Article 25.

L'association est valablement représentée dans tous actes et en justice comme suit :

- pour les affaires relevant de la gestion journalière, par un ou plusieurs délégués à cette gestion selon que leurs pouvoirs soient individuels, conjoints ou collégiaux ;
- pour toutes les affaires, en ce compris celles relevant de la gestion journalière, par deux administrateurs agissant conjointement.

Ces personnes n'auront pas à justifier de leurs pouvoirs vis-à-vis des tiers.

L'association est également valablement engagée par tous mandataires spéciaux qu'il plaira.

Aucune autre délégation à la représentation générale n'est donnée.

TITRE VI. COMPTES.

Article 26.

L'exercice social commence le premier janvier pour se terminer le trente et un décembre de chaque année. Cette règle ne fait pas obstacle à ce que le 1^{er} exercice commence à dater du dépôt des documents requis au greffe du tribunal de commerce ni à ce que l'exercice précédant la liquidation puisse se terminer à une autre date.

Article 27.

Les comptes de l'exercice écoulé et le budget de l'exercice suivant seront annuellement soumis à l'approbation de l'assemblée générale ordinaire. Ces documents feront l'objet d'un rapport de gestion au moins succinct.

Les comptes annuels sont déposés conformément à la loi.

Article 28.

Le contrôle de la situation financière, des comptes annuels et de la régularité des opérations à constater dans les comptes annuels en vertu de la loi ou des statuts est exercé conformément aux dispositions légales.

TITRE VII. DISSOLUTION ET LIQUIDATION.

Article 29.

La dissolution et la liquidation de l'association sont régies par la loi, singulièrement par les articles 2 : 109 et suivants. En cas de dissolution de l'association, l'assemblée générale désignera le ou les liquidateurs, déterminera leurs pouvoirs et indiquera l'affectation à donner à l'actif net de l'avoir social.

Ces décisions ainsi que les nom, profession et adresse du ou des liquidateurs, seront publiées aux annexes du *Moniteur belge*.

Article 30.

Au cas où l'association viendrait à disparaître en fait ou serait dissoute judiciairement, son patrimoine sera affecté à une œuvre sociale déterminée par l'assemblée générale parmi celles qui oeuvrent dans le ou les mêmes buts sociaux que l'association.

TITRE VIII. DIVERS.

Article 31.

Le conseil d'administration est tenu de veiller à l'accomplissement des formalités de publication requises par la loi.

Les nominations à des fonctions de représentation de l'association vis-à-vis de tiers non identifiés (administrateurs, délégués à la gestion journalière et à la représentation dans cette gestion, représentant général) sont déposées et publiées dans la forme et les délais prescrits par la loi.

Article 32.

Tout ce qui n'est pas prévu explicitement aux présents statuts est réglé par le Code des sociétés et des associations, et subsidiairement par le droit commun.

Article 33.

Le conseil d'administration peut mettre au point un règlement d'ordre intérieur. Ce règlement sera soumis à l'assemblée générale pour entrer en vigueur. L'assemblée consultée sur ce règlement pourra l'approuver, le rejeter ou l'amender à la majorité simple des voix.

Article 34.

Pour l'exécution des présentes et de leur suite, il est fait élection de domicile au siège social de l'association, chaque fois qu'un membre, qu'un administrateur, qu'un délégué ou qu'un commissaire de l'association, visé par une notification au sujet de l'association ou des présents statuts n'aura pas de domicile connu.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

A l'instant, l'association étant constituée et ses statuts arrêtés, les associés fondateurs fixent le nombre des administrateurs et procèdent à leur nomination.

I. Le nombre des administrateurs est fixé à trois.

II. Sont appelés à la fonction d'administrateur : 1) Monsieur van EEUWIJK Antonie, Wilhelmus, Johannes, né aux Pays-Bas, à Eindhoven, le 3 novembre 1950, domicilié à 4020 Liège, rue Sous l'Eau, 45/0021 et 3) Monsieur DAEMS Julianus, Franciscus, Gerebernus, né à Geel, le 20 décembre 1937, de nationalité belge, domicilié à 4020 Liège, rue Sous l'Eau, 45/0031 ; 3) Monsieur AKHYAD Mohamed, né à Beni Sidel (Maroc), le 14 novembre 1956, de nationalité belge, domicilié à 4100 Seraing, rue des Six Bonniers, 73 ; 4) Monsieur DE BIEVRE Paul Victor, né à Anvers le 18 juillet 1953, de nationalité belge, domicilié à 4620 Fléron, Avenue des Martyrs, 224.

Les administrateurs désignent :

1. Monsieur DAEMS Julianus, président du conseil d'administration ;
2. Monsieur van EEUWIJK Antonie, secrétaire du conseil d'administration ;

Les administrateurs décident de déléguer la gestion journalière des affaires de l'association ainsi qu'à la représentation de l'association en ce qui concerne cette gestion, à Monsieur van EEUWIJK Antonie.

Les mandats seront exercés à titre exclusivement gratuit. Ils expireront immédiatement après l'assemblée générale ordinaire des membres de 2022.

III. Le siège est établi à 4000 Liège, Rue Sous-l'eau, 47.

IV Le premier exercice commence ce jour et se terminera le 31/12/2019 et la 1ère assemblée générale ordinaire aura lieu en 2020.

Dont acte.

Fait et passé à Waremmme, en 4 exemplaires.

Les parties ont signé :

Monsieur **van EEUWIJK Antonie**

Monsieur **AKHYAD Mohamed**

Monsieur **DAEMS Julianus**

Monsieur **DE BIEVRE Paul**